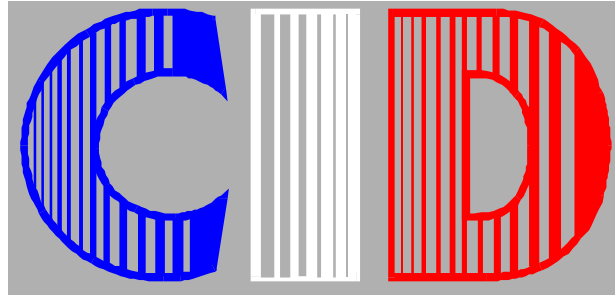


COLLEGE INTERARMEES



D E D E F E N S E

## L'ECONOMIE UKRAINIENNE ENTRE 1990 ET 2000.

Atouts et handicaps pour un rapprochement  
avec l'Union Européenne.

Mémoire de géopolitique

du Chef de Bataillon Marc GLINEC

dans le cadre de l'étude dirigée "La Russie et ses  
espaces de sécurité"

Directeur : Professeur Jean-Christophe Romer.

Professeur des universités à l'institut des hautes études européennes  
(Strasbourg).

Avril 2001.

## FICHE DE PRESENTATION.

- 1) Mémoire intitulé « L'économie ukrainienne entre 1990 et 2000. Atouts et handicaps pour un rapprochement avec l'Union Européenne. »  
GGLINEC\_M2903.doc
- 2) CBA (Terre) GLINEC Marc (France).
- 3) 15 Mars 2001.
- 4) Collège interarmées de défense, Division A, groupe A5.
- 5) Mémoire de géopolitique présenté dans le cadre de l'étude dirigée « la Russie et ses espaces de sécurité », directeur M. Jean-Christophe Romer.
- 6) Résumé :

Indépendante depuis 10 ans, l'Ukraine est aujourd'hui un enjeu politique pour la Russie, les Etats-Unis ou l'Europe. Elle occupe en effet une position clé sur l'axe Mer Noire - Baltique. Cette position géographique, à l'extrême flanc de la civilisation Euro-atlantique permet une extension de l'OTAN aux frontières russes et offre une opportunité de stabilité sur les bords de la Mer Noire. Confrontée à une crise économique dans les différents secteurs, ainsi qu'à des capteurs microéconomiques inquiétants elle doit réformer son économie pour pérenniser son indépendance et pour éventuellement pouvoir adhérer à longs termes à l'Union Européenne. Mais son économie lui offre t'elle le choix ?

- 7) EUROPE – UKRAINE – ECONOMIE

## TABLE DES MATIERES.

1	<u>INTRODUCTION</u> .....	5
2	<u>UNE SITUATION ECONOMIQUE EN CRISE!</u> .....	6
2.1	<u>L'AGRICULTURE</u> .....	7
2.1.1	Malgré un potentiel élevé, un secteur en récession.....	7
2.1.2	Une logique économique encore trop centralisée.....	7
2.1.3	Une situation alimentaire difficile.....	8
2.1.4	Des réformes qui se font attendre.....	9
2.1.5	Une réforme juridique en cours.....	9
2.2	<u>L'INDUSTRIE</u> .....	10
2.2.1	Un secteur en crise.....	10
2.2.2	Le secteur énergétique.....	11
2.2.2.1	Une Ukraine fortement dépendante des approvisionnements russes.....	11
2.2.2.2	Un risque permanent sur l'économie.....	11
2.2.3	Les mines.....	12
2.2.3.1	Un potentiel élevé, mais un outil de production dépassé.....	12
2.2.3.2	Des importations devenues nécessaires.....	13
2.2.3.3	Une restructuration difficile.....	13
2.2.4	Le gaz.....	14
2.2.4.1	Une production en baisse.....	14
2.2.4.2	Un marché livré à la concurrence.....	14
2.2.5	La consommation énergétique.....	14
2.2.5.1	Une consommation trop élevée.....	14
2.2.5.2	Une réforme délicate du secteur.....	15
2.2.5.3	Une libéralisation des prix.....	15
2.2.5.4	Un potentiel inexploitable pour le moment.....	16
2.2.6	La production industrielle.....	16
2.2.6.1	Une crise différenciée.....	16
2.2.6.2	Les raisons de cette baisse de production.....	16
2.2.6.3	De nouveaux pôles d'excellence.....	17
2.3	<u>LES SERVICES</u> .....	17
2.3.1	Un secteur pas assez développé.....	17
2.3.2	Le droit de transit.....	18
2.3.2.1	Une source importante de revenus.....	18
2.3.2.2	Une interdépendance avec la Russie menacée.....	19
2.3.3	La pollution.....	19
2.4	<u>CONCLUSION</u> .....	20
3	<u>UNE SITUATION MACRO-ECONOMIQUE QUI S'AMELIORE</u> .....	20
3.1	<u>LE PRODUIT INTERIEUR BRUT</u> .....	20
3.1.1	Un Produit Intérieur Brut en constante baisse.....	20
3.1.2	Une économie souterraine en forte croissance!.....	21
3.2	<u>LA BALANCE DES PAIEMENTS</u> .....	22
3.2.1	Une balance des paiements déficitaire.....	22
3.2.2	Des échanges non-quantifiables.....	22
3.2.3	Des investissements insuffisants.....	23
3.2.4	Un début d'amélioration.....	23
3.2.5	L'endettement.....	23
3.3	<u>LA CRISE FISCALE</u> .....	24
3.4	<u>UN BUDGET DEFICITAIRE</u> .....	24
3.5	<u>LE CHOMAGE</u> .....	25
3.6	<u>L'INFLATION</u> .....	25

3.6.1	Une crise importante entre 1992 et 1994.....	25
3.6.2	Une politique macro-économique adaptée.....	26
3.6.3	Une réforme monétaire réussie.....	26
<u>3.7</u>	<u>CONCLUSION.</u> .....	26
<u>4</u>	<u>DES REFORMES NECESSAIRES.</u> .....	27
<u>4.1</u>	<u>DES REFORMES STRUCTURELLES.</u> .....	27
4.1.1	Un cadre institutionnel insuffisant.....	27
4.1.1.1	Des tracasseries administratives improductives!.....	27
4.1.1.2	Une adaptation nécessaire de la législation.....	28
4.1.2	La difficile transformation de l'économie ukrainienne.....	28
4.1.2.1	Des réformes structurelles en retard.....	29
4.1.3	Les privatisations.....	29
4.1.3.1	La privatisation massive.....	29
4.1.3.2	La privatisation avec contrepartie pécuniaire.....	29
4.1.3.3	Les privatisations des petites entreprises.....	30
4.1.3.4	Une population exposée.....	30
4.1.3.5	Des réalités sous-estimées.....	30
4.1.4	Le marché bancaire.....	31
4.1.4.1	Une crise de liquidité.....	31
4.1.4.2	Une recapitalisation nécessaire.....	31
4.1.4.3	Une politique de change réussie.....	32
<u>4.2</u>	<u>DES REFORMES CONJONCTURELLES.</u> .....	32
4.2.1	Des investissements internationaux insuffisants.....	32
4.2.2	Des aides financières importantes.....	32
4.2.3	De nouveaux partenaires économiques.....	33
4.2.3.1	La Russie et la CEI des partenaires incontournables.....	33
4.2.3.2	Des partenaires hors CEI trop frileux.....	34
4.2.3.3	La France.....	35
<u>4.3</u>	<u>L'AVENIR : QUELLE TRAJECTOIRE POST-SOVIETIQUE POUR L'UKRAINE ?</u> .....	36
4.3.1	L'échec d'une convergence rapide avec l'UE.....	36
4.3.2	Une évolution réelle.....	36
4.3.3	Des cartels très présents.....	36
4.3.4	Un système mafieux?.....	37
4.3.5	Une dépendance délicate vis à vis de la Russie.....	38
<u>5</u>	<u>CONCLUSION.</u> .....	38
6	ANNEXE N° 1.....	43
7	ANNEXE N° 2.....	44
8	ANNEXE N° 3.....	2
9	ANNEXE N° 4.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10	ANNEXE N° 5.....	4

## 1 Introduction.

Cette année, l'Ukraine fête le dixième anniversaire de son indépendance<sup>1</sup>. « Les années qui viennent seront donc essentielles pour le développement de l'Ukraine. Elle va devoir choisir une stratégie géopolitique adéquate et un système efficace de sécurité nationale pour assurer sa pérennité comme état souverain ». Cette déclaration récente du secrétaire pour la sécurité nationale et le conseil de défense de l'Ukraine, monsieur Volodymyr Horbulin montre l'actualité de ce dossier. La première priorité Ukraine est son intégration au sein de l'Europe et de la communauté mondiale. L'Ukraine est membre de l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe depuis le 9 novembre 1995. Elle doit donc définir la place qui sera la sienne dans le cadre des relations internationales. Depuis novembre 1998, elle participe déjà activement au partenariat pour la paix dans le cadre de ses relations avec l'OTAN<sup>2</sup>. L'Ukraine occupe en effet une position clé sur l'axe Mer Noire - Baltique. Cette position géographique, à l'extrême flanc de la civilisation Euro-atlantique n'a pas que des avantages. Le ministre de la défense britannique a en effet souhaité l'extension de l'OTAN à la frontière est de l'Ukraine. Cependant, cette idée ne plait pas à son voisin du nord-est, la Russie! L'Ukraine place cette dernière comme un partenaire de même dimension, auquel elle a refusé le survol de son territoire à des renforts pour le contingent russe au Kosovo. Elle a signé avec son voisin, le traité d'amitié, de coopération et de partenariat<sup>3</sup> ainsi que le programme de coopération économique, pour les années 1998-2007. Elle développe aussi des relations sur les plans économiques et politiques

---

<sup>1</sup> La déclaration de souveraineté est effectuée le 16 juillet 1990 et celle d'indépendance se fait le 8 août 1991.

<sup>2</sup> Elle signe une charte spécifique de partenariat avec l'OTAN le 9 septembre 1997.

<sup>3</sup> Signature du traité d'amitié, de coopération et de partenariat avec la Fédération de Russie le 31 mai 1997.

avec la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Cependant, elle travaille encore pour définir sa politique étrangère vis-à-vis des pays situés à son sud-ouest. Elle est en effet bordée par deux pays membres de l'OTAN, la Turquie et la Pologne, si bien que la formation d'un triangle stratégique Pologne - Ukraine - Turquie serait un facteur de stabilité sur les bords de la Mer Noire.

L'Union Européenne (UE) est devenue l'horizon indépassable de notre temps pour la majorité des pays européens en particulier ceux de la CEI. Ses relations avec l'UE dépendent bien sûr de ses intérêts nationaux. L'Ukraine ne souhaite pas payer le prix fort, pour son intégration au sein de l'union. Bruxelles lui demandera de respecter deux conditions nécessaires, c'est-à-dire disposer d'une économie de marché viable et de pouvoir résister aux pressions concurrentielles au sein de l'UE. Ainsi, la politique visant l'intégration de l'Ukraine dans les structures européennes sera poursuivie<sup>4</sup>, mais l'économie impose des limites. En effet, en quelques années cette dernière est devenue l'unité de mesure de la puissance nationale. Ainsi l'étude de l'économie ukrainienne, de ses atouts et de ses handicaps permettra de définir la place potentielle que pourra prendre l'Ukraine en Europe. J'étudierai successivement, les secteurs économiques ukrainiens, les capteurs microéconomiques et enfin les réformes déjà engagées.

## 2 Une situation économique en crise!

L'Ukraine se situe au carrefour entre la Russie, les pays d'Europe Centrale (en particulier la Pologne et la Roumanie), certains pays de la CEI (Moldavie, Géorgie, Azerbaïdjan) et la Mer Noire. C'est de loin le second marché de la CEI avec 18 % de la population et 20 % de ses importations. C'est aussi un marché qui s'ouvre, puisqu'elle a signé avec l'UE un accord de coopération et de partenariat en mars 1998. Cependant, force est de constater que depuis son accès à l'indépendance son économie est en crise.

---

<sup>4</sup> Déclaration de président Léonid Koutchma, lors de la visite à Kyiv du Secrétaire général de l'OTAN, George Robertson le 1<sup>er</sup> février 2000.

## 2.1 L'agriculture.

### 2.1.1 Malgré un potentiel élevé, un secteur en récession.

L'agriculture tient une place importante en Ukraine. En effet, dotée d'un territoire de 603 700 km<sup>2</sup> et de 50 millions d'habitants, c'est un pays comparable à la France. Elle bénéficie de sols très riches, les techornozems. Les terres arables représentent ainsi près de 32 millions d'hectares soit 56 % du territoire national. De plus, le climat est tempéré, spécialement dans le sud et l'Ukraine bénéficie de l'irrigation de trois fleuves : le Dniepr, le Dniestr et le Danube.

Cependant, l'Ukraine qui était le « grenier à blé » de l'ex-URSS a beaucoup souffert de l'indépendance et de la rupture des liens économiques et commerciaux qui a suivi. Les fermes ont des difficultés à se procurer les matériels ou à exporter leurs productions car les chaînes logistiques soviétiques sont devenues inopérantes! La production agricole est donc dans une dynamique récessive. Sa puissance agricole était équivalente à la nôtre en 1990 aussi bien sur le plan céréalier que des cheptels bovins et porcins. La baisse de production entre 1990 et 1999 est particulièrement spectaculaire<sup>5</sup> en particulier pour les céréales 46 %, dont le blé 48 %, le maïs 77 % et l'orge 38 %. En dix récoltes, la production végétale ukrainienne a ainsi baissé de moitié pour des produits de base. Les productions animales ont connu une chute supérieure puisque entre ces mêmes dates, la baisse s'élève à 73 % pour la viande bovine, 66 % pour la viande porcine et 76 % pour les volailles. Certaines productions résistent mieux puisque celle de tournesol progresse de 11 %. Elle était encore au 5<sup>ème</sup> rang mondial avec 16,1 millions de tonnes de pommes de terre et au 1<sup>er</sup> rang mondial en 1994 avec une production de 32,5 millions de tonnes de betteraves à sucre, mais là aussi la production est en diminution de 23 % en 1995 pour cette dernière.

### 2.1.2 Une logique économique encore trop centralisée.

Les intempéries et l'absence de réforme sont à l'origine de cette chute de production. L'hiver 1996 a été long et rigoureux, suivi trop rapidement d'un été

---

<sup>5</sup> Cf. annexe 1.

chaud. En 1997, les moissons ont été perturbées par des fortes pluies. Mais il y a aussi des problèmes administratifs. Les pouvoirs locaux ont interdit le transport de céréales hors de leurs territoires pour empêcher des ventes à meilleur prix, même à destination de l'étranger. Les monopoles sur les silos céréaliers, comme celui d'Etat Khib Ukrainy et ceux qui existent sur les bâtiments agricoles de stockage et les fournitures agricoles lient les mains des producteurs.

Parallèlement, cette baisse de production entraîne naturellement à sa suite celle de l'industrie agroalimentaire. Bien que de nombreuses entreprises de ce secteur aient été proposées pour une privatisation en 1996 et 1997, la plupart n'ont pas trouvé d'investisseurs stratégiques et n'ont pas réussi à améliorer suffisamment leurs structures de gestion. La situation s'est aggravée par le fait que la législation prévoit que 51 % du capital des entreprises privatisées doit être transféré à ses fournisseurs, eux-mêmes des entreprises et des fermes contrôlées par l'Etat. Cela a considérablement diminué l'intérêt de ces entreprises pour les investisseurs potentiels.

### 2.1.3 Une situation alimentaire difficile.

Tout naturellement, cette baisse de l'offre entraîne aussi une variation de la demande. En effet, les prix augmentent à chaque baisse de production et les salaires étant stables, les Ukrainiens, en particulier les inactifs, ont ainsi des difficultés à acheter certains produits de première nécessité. En 1996, le salaire moyen était évalué à 15-17 US\$ par mois.<sup>6</sup> Ainsi le ministre ukrainien de la politique agricole constatait au début de l'année 2000, une chute importante de la consommation de viande, de lait, de légumes et de fruits par habitants en particulier chez les personnes âgées et les enfants commencent à souffrir de la faim! Le Conseil de l'Europe s'alarmait dans son rapport de 1999 de la situation alimentaire difficile, en particulier dans les régions pauvres de l'Ukraine comme les Oblast de Chernivsty et surtout de Zakarpattia. Le prix du pain a augmenté de façon vertigineuse en 1999, puisque la récolte de céréales n'était que de 24 millions de tonnes la plus basse

---

<sup>6</sup> Energy policies, agence internationale de l'énergie, OCDE, 1996.

récolte après celle de 1945. Elle a d'ailleurs importé en 2000 1,5 millions de tonnes de blé et quasi autant de sucre!

#### 2.1.4 Des réformes qui se font attendre.

Seulement ces difficultés sont principalement d'ordres structurels et la décision de l'Etat de mettre 200 000 tonnes de grain sur le marché en 2000, n'aura qu'une efficacité limitée sur les prix! Le développement du complexe agro-industriel exige des investissements importants estimés à 10 milliards de dollars. Il est nécessaire de moderniser les techniques et les technologies, d'augmenter les capacités de stockage, d'améliorer le réseau routier....

En effet, le poids d'une agriculture largement collectivisée reste trop important. Cette évolution s'explique par la mise en valeur de moins en moins efficace des terres étatisées, que ce soit les sovkhoz qui sont les fermes d'Etat ou les kolkhoz qui sont des fermes coopératives. Les exploitations privées augmentent au fil des ans et atteignent 9 % en 1992 et 13 % en 1995. En 1997, 35 900 fermiers exploitaient 932,2 milles hectares. Ils sont fin 1998, 50 000 pour une population de 52 millions d'habitants. Cependant, force est de constater que la privatisation correspond plus souvent à un jeu d'écritures qu'à un changement de mode de gestion.<sup>7</sup> L'absence d'un droit complet de la propriété est le facteur principal, qui empêche le développement de l'agriculture.

#### 2.1.5 Une réforme juridique en cours.

L'échéance de la mise en œuvre de la réforme juridique des entreprises agricoles collectives est fixée en avril 2000. Le parlement, a approuvé en 1999, une loi relative à la location de la terre à des agriculteurs ou à des éleveurs afin de réussir la « privatisation » du secteur agricole tout en le protégeant en particulier des promoteurs. Plusieurs formes juridiques seront dorénavant reconnues : le petit paysan indépendant, l'exploitation fermière, la société constituée pour la prise de bail, la coopérative de production et la société d'exploitation. Elles disposent d'un certificat attestant du droit de propriété et d'exploitation, permettant ainsi d'inscrire au bilan

des entreprises agricoles la valeur des terres ou le montant des locations permettant ainsi de calculer le prix de revient des produits.

Ce remodelage juridique sert de base à la réforme agricole mais l'absence de fonds propres et l'accessibilité des crédits empêchent les investissements et favorisent le troc! L'évolution des prix a privé les fermes de trésorerie les empêchant non seulement d'investir et de se moderniser mais aussi de produire normalement. Avec cette impossibilité de produire en quantité, les paysans se contentent d'une production d'autoconsommation. Il est donc essentiel pour l'Ukraine de rétablir au plus vite une trésorerie pour les exploitations ainsi qu'une production de marché! L'Ukraine est donc à la recherche d'investisseurs occidentaux souhaitent bénéficier de tarifs locatifs intéressants et d'une fiscalité simplifiée!

## 2.2 L'INDUSTRIE.

### 2.2.1 Un secteur en crise.

Le secteur clé de l'économie ukrainienne est l'industrie qui représente 50 % du revenu national. Mais la production industrielle est en baisse depuis 1990, touchée par la crise économique et bloquée par le passage d'une économie centralisée à une économie de marché! Sur une base 100 en 1990, la production industrielle ne s'élevait qu'à 42,9 en 1996.<sup>8</sup> Les estimations occidentales sont encore plus pessimistes, puisque la Commission Européenne ne l'évalue qu'à 28,1. Si la chute demeure spectaculaire le potentiel lui reste important et les chiffres ne prennent pas en compte l'économie souterraine qui elle est rayonnante. En effet, le salaire moyen ukrainien gagné sur le marché parallèle s'élève à 19-30 US\$ en 1996 soit une à deux fois le salaire moyen officiel.<sup>9</sup>

---

<sup>7</sup> Transitions géopolitiques sur le continent européen, Michel Foucher, Fondation pour les études de défense.

<sup>8</sup> Source ministère ukrainien de l'économie.

<sup>9</sup> Energy policies, Agence Internationale de l'Energie, OCDE, 1996.

## 2.2.2 Le secteur énergétique.

### 2.2.2.1 Une Ukraine fortement dépendante des approvisionnements russes.

Les deux principales sources d'énergie en Ukraine sont la houille et la fission nucléaire. Elles représentent respectivement en 1996, 43 % et 24 % de la production énergétique actuelle ukrainienne.<sup>10</sup> Cependant, la principale faiblesse de son économie est d'être dépendante des approvisionnements d'hydrocarbure et de gaz venant principalement de Russie mais aussi du Turkménistan! Contrairement à ce que l'on peut imaginer, il est difficile pour l'Ukraine de changer de fournisseurs, pour des problèmes d'infrastructures mais aussi de devises. Effectivement, les importations russes seront encore prédominantes en Ukraine dans les années à venir. Car si les prix russes se rapprochent des cours mondiaux, ils restent inférieurs.

Dès 1998, l'Ukraine a entamé des négociations avec l'Iran et l'Azerbaïdjan pour construire deux oléoducs et un gazoduc via la Géorgie. Ces pipelines permettraient de transporter 75 milliards de m<sup>3</sup> par an ainsi que du pétrole, dont une partie pourrait être réexpédiée vers l'Europe Occidentale. Cependant, le manque de ressources financières et le coût des travaux estimés à l'époque à 7 Mds US\$ partagé entre les trois acteurs, ont freiné le projet. L'instabilité en Tchétchénie bloque définitivement ces travaux qui ne peuvent éviter le territoire russe. Ces nouvelles voies d'approvisionnement resteraient ainsi sous le contrôle de la Russie. De même, la construction d'un terminal pour gaz liquéfié sur la côte de la Mer noire se heurterait à la volonté du gouvernement turque de limiter le trafic de supertanker dans le détroit du Bosphore pour des raisons écologiques.<sup>11</sup>

### 2.2.2.2 Un risque permanent sur l'économie.

En effet elle ne dispose ni de la capacité d'accueil de pétroliers, ni celle de payer ses fournisseurs en dollars. La diversification énergétique sera difficile et coûteuse. A ce jour, les approvisionnements sont donc peu substituables. L'Ukraine indépendante en a déjà fait deux fois les frais dans sa courte histoire. En 1992, après son départ de la zone rouble, la Russie a décidé d'augmenter ses tarifs détériorant

---

<sup>10</sup> Annexe 2, part des différents secteurs énergétiques en %.

d'un coup les comptes ukrainiens. La même année, alors que l'Ukraine estimait ses besoins de pétrole à 44 millions de tonnes la Russie n'en fournit que 7,5 millions de tonnes tout en suspendant ses exportations de gaz. Les conséquences furent immédiates sur l'économie ukrainienne, avec la perte d'une partie des récoltes estimées en particulier à 30 % pour le blé et une hausse des prix industriels de l'ordre de 100 à 150 %.<sup>12</sup> Cette dépendance a été largement utilisée par la Russie, afin de négocier dans les meilleurs conditions les accords et traités avec l'Ukraine, comme par exemple ceux concernant la flotte russe de la Mer Noire.

Aussi le manque de ressources énergétiques a conduit les gouvernements ukrainiens à maintenir en activité, malgré les problèmes de sécurité cinq centrales nucléaires, parmi lesquelles Tchernobyl<sup>13</sup> qui a été le théâtre d'un tragique accident en 1986. La centrale produit 16,5 % de l'énergie d'origine nucléaire. C'était en effet la seule solution à moyens termes de ne pas dégrader une nouvelle fois une situation énergétique déjà critique. Par contre l'Ukraine dépend de la Russie pour les importations d'uranium et pour le retraitement des déchets. Un accord tripartite avec les Américains permet cependant de financer les approvisionnements.

### 2.2.3 Les mines.

#### 2.2.3.1 Un potentiel élevé, mais un outil de production dépassé.

C'est principalement dans sa partie orientale que le sous-sol de l'Ukraine regorge de ressources minérales. Le Dombass abrite d'importants gisements de fer, de charbon (7<sup>ème</sup> rang mondial en 1994), de charbons bitumineux et d'anthracite. Un des plus riches gisement du monde du manganèse se trouve dans la région de Nikopol et permet à l'Ukraine d'être le deuxième producteur mondial en 1995. Elle produit aussi du titane, de la bauxite, du mercure, du sel gemme et du soufre.

Tout comme l'agriculture, le secteur minier souffre de déficiences structurelles importantes héritées du communisme. La mort en avril 1998 de 63

---

<sup>11</sup> In Energy policies. Agence Internationale de l'Energie, OCDE, 1996.

<sup>12</sup> Marc Nordberg, colloque « Ukraine, Biélarus, Moldavie », collège d'Europe, avril 1997.

<sup>13</sup> La catastrophe de Tchernobyl a eu lieu le 26 avril 1986.

mineurs<sup>14</sup>, et de 80 autres en mars 2000<sup>15</sup> montre que les installations demeurent vétustes et mal entretenues. Le secteur a ainsi été marqué en janvier et février 1996 par des grèves particulièrement dures, handicapant ainsi un peu plus la production industrielle. Ces mêmes mineurs avaient contribué à l'éclatement de l'Union Soviétique et sont donc redoutés par le gouvernement.

#### 2.2.3.2 Des importations devenues nécessaires.

Là aussi la chute de production depuis l'indépendance est sévère. Ainsi la production de charbon a ainsi baissé de 57 % entre 1985 et 1995. L'Ukraine qui était à l'époque du bloc soviétique exportatrice de charbon est devenue importatrice. La moitié de sa consommation est destinée aux centrales thermiques et un tiers pour les foyers. Les charbons polonais et russe sont de meilleure qualité et à des prix moindres. Les coûts de production sont élevés en raison de difficultés géologiques et de mode de gestion inadapté. Selon le Premier ministre ukrainien, environ 100 mines sur les 253 ont un coût de production variant de 200 à 600 US\$ la tonne, alors que le coût en Pologne est de 34 US\$. Seulement 95 mines sont considérées comme viables. La production moyenne d'une mine ukrainienne est de 400 000 tonnes par an, alors que pour les autres pays européens ce chiffre est de 2 millions de tonnes par an. La production nationale ne dépasse pas 80 millions de tonnes de charbon par an, extraits dans des conditions très difficiles et dangereuses. De plus sur les 52 milliards de tonnes de réserve, les experts estiment que seulement 23 milliards de tonnes seraient accessibles.

#### 2.2.3.3 Une restructuration difficile.

Ce secteur reste une des priorités du gouvernement ukrainien car il lui permet de limiter la dépendance énergétique. Un développement de la production permettrait ainsi de diminuer les importations. Sans compter que ce secteur emploie 800 000 personnes et reste donc un secteur clé dans la vie sociale du pays. La Banque Mondiale a accordé un prêt de 300 millions de dollars pour permettre au

---

<sup>14</sup> Le monde 1998.

<sup>15</sup> La catastrophe s'est produite le 12 mars 2000, dans la mine de Barakov à Soukhdolsk. 160 mineurs sur les 277 présents sont sortis indemne de l'explosion due à une trop forte concentration de poussière e charbon.

gouvernement ukrainien de restructurer le secteur. Ainsi, une nouvelle mine à ciel ouvert a commencé à être exploitée, elle dispose d'un potentiel estimé à 33 millions de tonnes par an. De nombreuses mines sont modernisées et 57 ont été fermées en 1996 par manque de rentabilité. Cependant, la réussite d'une telle restructuration restera faible. La consolidation de l'ensemble des galeries, aurait pour conséquence, d'augmenter la dépendance vis-à-vis de la Russie pour l'importation de bois. Il est à noter que le prêt de la Banque Mondiale a permis de verser des allocations aux travailleurs licenciés. Cependant, il est important de remarquer que les régions minières ne disposent pas d'autres industries significatives et donc que la possibilité de redéploiement de la main d'œuvre reste faible.

#### 2.2.4 Le gaz.

##### 2.2.4.1 Une production en baisse.

Dans ce même laps de temps, la production de gaz a baissé de 58 % mais principalement à cause de l'épuisement à 80 %, en 1994 des réserves facilement exploitables. Cependant, l'exploitation de nouveaux gisements en particulier dans la Mer Noire permettrait de relever la production à 17,4 milliards de m<sup>3</sup> selon le gouvernement ukrainien.

##### 2.2.4.2 Un marché livré à la concurrence.

En 1996, le gouvernement a retiré les garanties de paiement qu'il avait accordées pour du gaz fourni par des compagnies étrangères, au vu des impayés de plus en plus élevés de la part des acheteurs nationaux de gaz. Dans le même temps, le gouvernement a autorisé huit sociétés à en importer, afin de renforcer la concurrence entre les intermédiaires. Aujourd'hui, United Energy System, Ukgazprom et ITERA ont pris une position dominante.

#### 2.2.5 La consommation énergétique.

##### 2.2.5.1 Une consommation trop élevée.

Cependant, la dépendance énergétique n'est pas la seule cause du problème ukrainien dans ce secteur. En effet, la consommation énergétique

ukrainienne est trop importante et la baisse du PIB de 55 % entre 1990 et 1995 ne s'est accompagné que d'une diminution de 30 % de la consommation. La consommation énergétique est trois à quatre fois supérieure aux pays de l'ODCE pour trois raisons principales. L'Ukraine dispose encore d'industries très fortes consommatrices d'énergie surreprésentées, les technologies employées sont souvent dépassées et les méthodes de gestion demeurent inadaptées. Ainsi l'Agence Internationale de l'Energie estime que la modernisation des équipements industriels permettrait une réduction de 35 % de l'énergie utilisée.

#### 2.2.5.2 Une réforme délicate du secteur.

En 1996 et 1997, le gouvernement a tenté de restructurer les secteurs de l'électricité et du carburant. En 1996, il a créé les bases nécessaires à l'établissement d'un marché pour l'électricité. Les producteurs d'électricité et les distributeurs, c'est à dire les compagnies locales de distribution ont été séparées. Il a créé un bureau de la réglementation pour assurer le contrôle des marchés de la production, de la distribution, pour favoriser la concurrence et protéger le droit des consommateurs. Un nouveau règlement a été établi afin de réduire le troc en matière d'énergie qui était courant en particulier entre les mines de charbons, consommatrices d'électricité et les centrales électriques utilisant le charbon.

#### 2.2.5.3 Une libéralisation des prix.

L'alignement des fournisseurs énergétiques sur les cours mondiaux a obligé le gouvernement ukrainien à libéraliser en partie les prix. Il fait supporter une partie des coûts par les entreprises qui payent 60 % du tarif pratiqué à l'importation contre 40 % pour les foyers pour le charbon. Pour le gaz, en janvier 1996, les taux étaient de 60 % pour les foyers et de 80 % pour les entreprises. Pour l'électricité, les foyers payaient 89 % du coût de production contre 94 % pour les industriels. Cependant, cette politique a une conséquence directe sur les impayés qui deviennent un problème grave pour l'Ukraine comme nous le verrons plus tard.

#### 2.2.5.4 Un potentiel inexploitable pour le moment.

Mais l'Ukraine dispose de réserves énergétiques considérables estimées à 1080 milliards de m<sup>3</sup> pour le gaz et 232 millions de tonnes pour le pétrole<sup>16</sup>. Elles demeurent difficilement exploitables à ce jour pour des raisons techniques. Mais il est évident que des investisseurs étrangers viendront quand les techniques progresseront, que les coûts d'exploitation seront intéressants et que les industriels ukrainiens pourront payer le prix!

#### 2.2.6 La production industrielle.

##### 2.2.6.1 Une crise différenciée.

La principale concentration industrielle de l'Ukraine est située dans le Dombass à proximité des gisements miniers. La sidérurgie est développée et produisait 50 % de la fonte, 40 % de l'acier et 25 % des tubes en acier dans l'ex-URSS. De même, l'Ukraine était un des principaux producteurs de l'industrie chimique soviétique (pétrochimie, matières plastiques, engrais, pneus...).

La valeur de la production industrielle a chuté en même temps que le PIB ( cf. paragraphe 3.1.1), diminuant de 12,5 % en 1996 et de 1,8 % en 1997. Mais cette baisse a été de nature différente par rapport à celle de 1994. En effet, cette dernière a touché l'ensemble des entreprises alors que la seconde a eu des effets différents en fonction des types de production. Certaines industries ont surmonté la crise, alors que celles de construction de machines outils, de produits alimentaires, le secteur des matériaux de construction, la papeterie et les mines ont connu des chutes de production beaucoup plus importantes. En 1997, la production de gaz, de produits pétroliers, l'aciérie et le secteur des métaux non ferreux ont non seulement enrayé leurs chutes mais amorcé un début de progression dans la production.

##### 2.2.6.2 Les raisons de cette baisse de production.

La chute de production des années 1990 est due à plusieurs facteurs. Le premier est la baisse de la demande nationale due à la chute des revenus en termes

---

<sup>16</sup> La dimension économique de la sécurité ukrainienne, Gilles Lepasant, Collège d'Europe, 1996 ;

réels, elle-même due à une forte inflation. Le deuxième facteur est la baisse de la demande étrangère suite à la disparition de l'empire soviétique. Puis les difficultés liées au changement de type d'économie sont apparues, en particulier sous forme de hausse des prix pour les matières premières du secteur énergétique et de l'émergence de taux réels positifs dans les crédits, due à une politique forte de la Banque centrale ukrainienne. Ainsi en 1996, certaines entreprises comme les aciéries ont bénéficié de la restructuration de leur dette et des investissements étrangers dans ce secteur, qui s'est traduit par une nécessaire modernisation de l'outil de production.

#### 2.2.6.3 De nouveaux pôles d'excellence.

L'Ukraine oriente son industrie vers de nouvelles productions afin de tirer avantage des nouvelles conditions économiques. Les principales productions industrielles sont la mécanique lourde, les produits chimiques, les équipements de transport (notamment les automobiles), les textiles et les produits alimentaires.

Ainsi l'industrie aéronautique devient un des secteurs de pointe. Certifiée ISO 9002, la société Kharkov s'étend de la conception du projet à l'assemblage final des avions. Situé à Kharkiv, elle produit des Toupolev et des Antonov. Si Airbus Industries offre des avions commerciaux haut de gamme, l'Ukraine propose des avions destinés à un large public. Ainsi l'Antonov 74 se décline en différentes versions convenant aussi bien aux affaires AN-74D, aux passagers AN-74TK ou au fret AN-74. Ils demeurent adaptés à des conditions d'emploi plus rustiques, en particulier au niveau des plates. Quelle trajectoire post-soviétique pour l'Ukraine besoins du marché puisqu'un Antonov 74 TK-300 est en cours de développement et que l'entreprise a lancé un nouvel appareil l'Antonov 140. Ainsi la France a régulièrement recours aux Antonov 74 pour la projection et l'organisation du rallye Paris - Dakar les a utilisés en 2000, pour faire face à une menace terroriste!

### 2.3 Les services.

#### 2.3.1 Un secteur pas assez développé.

Employant 41 % de la population active, le secteur tertiaire constitue seulement 29 % du PIB. Le principal secteur reste le tourisme, car comme dans le

passé, les Russes et les Polonais sont toujours nombreux à se rendre en Crimée pour goûter aux plaisirs balnéaires ou à Kiev la « ville aux 400 églises », capitale historique du premier état russe.

Comme je l'ai déjà abordé, le transport aérien ukrainien reste mondialement connu. Bénéficiant d'avions cargos rustiques et de grandes capacités et de tarifs très avantageux ils sillonnent le ciel mondial à la recherche de clients : ONU, Armées... Cependant, bénéficiant souvent de dérogations quant aux conditions de vol et d'entretien, de plus en plus de plate formes aéroportuaires occidentales, sous la pression des syndicats, ne souhaitent plus les autoriser à atterrir. Les repos des équipages, la lenteur des avions, les conditions d'entretien sont incompatibles avec les normes occidentales. Mais il ne faut pas oublier les compagnies aériennes plus classiques, qui pour s'intégrer au transport aérien mondial, s'équipe d'avions modernes, comme Air Ukraine qui vient d'acquérir un Boeing 737-300. Elles signent aussi des accords de partenariat avec des sociétés comme KLM et Alitalia.

Mais il est évident, au vu de sa part du PIB, que le secteur n'est pas assez développé! L'Ukraine se doit d'offrir des services plus avancés, qui permettront aux secteurs industriels, agricoles de se développer dans de meilleures conditions.

### 2.3.2 Le droit de transit.

#### 2.3.2.1 Une source importante de revenus.

Plutôt que de parler de dépendance énergétique de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie, il faut parler d'interdépendance. En effet, les exportations de pétrole et de gaz russe à destination de l'Europe Occidentale transitent par l'Ukraine. Ainsi quand en février 1993, la Russie annonça que le gaz serait facturé au cours mondial de 85 US\$ pour 1000 m<sup>3</sup>, l'Ukraine décida une hausse du tarif de transit à 3 US\$ pour 1000 m<sup>3</sup> et 100 km. Cette décision de l'Ukraine ramena la Russie à la table des négociations. Elle décida de facturer le gaz à 50 US\$, à un prix identique à celui accordé à la Biélorussie, en échange d'un tarif de transit ramené à 1,75 US\$.

### 2.3.2.2 Une interdépendance avec la Russie menacée.

Ainsi en 1995, les gazoducs ont 100 milliards de m<sup>3</sup> de gaz russe pour atteindre les marchés slovaques (6,1 Mds m<sup>3</sup>), tchèque (6,9 Mds m<sup>3</sup>), hongrois (5,5 Mds m<sup>3</sup>), bulgare (5 Mds m<sup>3</sup>), roumain (4,4 Mds m<sup>3</sup>), allemand (32,9 Mds m<sup>3</sup>), italien (13,5 Mds m<sup>3</sup>), français (11,4 Mds m<sup>3</sup>), autrichien (4,5 Mds m<sup>3</sup>)...La qualité des gazoducs est jugée très satisfaisante par la Banque Mondiale. En revanche, la BERD estime que sans un investissement de 1 milliard d'US\$ destiné à moderniser les compresseurs, la capacité des installations ukrainiennes pourraient diminuer de 40 %. L'oléoduc de l'Amitié a transporté en 1995, 18 millions de tonnes de pétrole.

La dépendance énergétique de l'Ukraine est contrebalancée par l'intérêt économique que représente l'Ukraine en tant que pays de transit. Mais l'Ukraine ne dispose pas de la capacité de remettre en cause le transit de gaz de l'Europe Occidentale. Même si elle reconnaît avoir à plusieurs reprises siphonné du gaz destiné aux clients ouest-européens. En effet, le chapitre VI de la charte européenne de l'énergie stipule qu'un Etat de transit « ne doit pas, dans le cas d'un contentieux relatif à un quelconque aspect de cette situation de transit, interrompre, réduire ou permettre à une organisation sous son contrôle d'interrompre ou de réduire » le transit des hydrocarbures.

Mais cette interdépendance est menacée par le projet de gazoduc Yamal 2, que la Russie construirait à travers la Pologne. Cette construction augmenterait la dépendance de l'Ukraine vis à vis de la Russie et pourrait provoquer à terme son retour dans le giron russe, si la politique des réformes échouait. En effet, le gouvernement actuel pourrait être remplacé par des personnes plus favorables à un rapprochement avec les Russes.

### 2.3.3 La pollution.

Les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, sur le plan écologique et sur les habitants, restent incalculables, mais ce n'est pas le seul problème de pollution auquel est confrontée l'Ukraine. L'agriculture intensive a entraîné un déboisement intensif et une pollution des sols par excès de fertilisation. L'industrie

quant à elle, a provoqué une pollution de l'eau et de l'air. Aujourd'hui l'écologie n'est pas une priorité de l'Ukraine. Elle ne dispose pas des moyens financiers suffisants pour lutter contre ce fléau, mais elle devra un jour en payer le prix! Il est donc important de lutter dès aujourd'hui contre la pollution et de se rapprocher au plus près des normes occidentales dans ce secteur, sans quoi l'écart sera irrattrapable à termes!

L'Ukraine a aussi été victime de pollution. Ainsi une mine roumaine a déversé des polluants dans la rivière Tisa, affluent du Danube, le 28 mars 2000. Des traces de plomb 2,7 fois supérieures aux normes habituelles ont ainsi été relevées.

#### 2.4 Conclusion.

La situation économique est très fortement contrastée entre l'été 1999 et le début 2000. La croissance industrielle a été très forte, supérieure à celle connue en Russie dans le même temps, mais elle est portée principalement par le commerce avec la Russie et la CEI et elle a au très peu d'impact sur le reste de l'économie. Elle connaît cependant, des points de blocage importants. Il n'y a pas de reprise en investissements par manque de visibilité économique au sein du pays, comme le souligne le MEDEF et par le fonctionnement étonnant des entreprises qui ne disposent pas toujours de comptabilité d'entreprises. La reprise agroalimentaire ne se fait pas non plus. Le secteur énergétique semble contrôlé par la mafia et devient un point de blocage structurel de l'économie.

### 3 Une situation macro-économique qui s'améliore.

#### 3.1 Le Produit intérieur brut.

##### 3.1.1 Un Produit Intérieur Brut en constante baisse.

L'économie ukrainienne traverse une dépression particulièrement dramatique depuis 1991<sup>17</sup>. Le PIB ukrainien ne cesse de diminuer et la baisse

---

<sup>17</sup> Cf. annexe 5.

annuelle a atteint un maximum de 23 % en 1994. La richesse nationale a été réduite de moitié en moins de 10 ans. Cependant, depuis 1997, une légère amélioration se fait sentir. Malgré une légère hausse des investissements en 1998, la crise russe est venue perturber un début de croissance!

Cette difficulté de l'économie ukrainienne s'explique tout d'abord par des facteurs structurels qui faut rechercher dans l'économie soviétique. La division du travail au sein de l'URSS, a ainsi amené l'Ukraine à être un fournisseur de matières agricoles et à posséder une industrie de transformation non négligeable. Ainsi l'éclatement de l'URSS a provoqué la dislocation des chaînes logistiques des nouveaux états et l'effondrement des débouchés. Par exemple, l'industrie de constructions ferroviaires située à Kharkiv était dépendante de plusieurs centaines de sous-traitants, situés sur sept des quatorze autres républiques soviétiques. Elle doit aujourd'hui reconstruire sa logistique et trouver des débouchés pour ses produits.

Cette chute rapide du PIB entre 1994 et 1997 a modifié la structure de l'économie puisque la part des investissements a reculé de manière significative alors que celle de la consommation augmentait.

### 3.1.2 Une économie souterraine en forte croissance!

Alors que les résultats macro-économiques font apparaître une baisse du PIB et de la production, l'économie souterraine semble connaître une croissance certaine. Cette impression est corroborée par une chute plus faible de la consommation énergétique et par l'observation de certaines industries spécifiques. Ainsi, malgré une chute importante du secteur de la construction, les ventes de matériels de construction de base et celle de ciment baissent très peu. Les sources officielles estiment que l'économie souterraine pèse de 30 à 100 % du PIB! Les occidentaux considèrent qu'elle dépasse la moitié du PIB officiel. Cette réalité s'explique par plusieurs éléments. Ainsi le système fiscal est trop complexe avec d'un côté des taux très élevés et de l'autre un grand nombre d'exemptions. De même les systèmes juridiques et administratifs sont trop lourds et bloquent l'économie : barrières tarifaires, procédure d'immatriculation des activités commerciales, normes d'hygiène et de sécurité irréalistes, autorisations.... Ainsi le nombre d'entreprise

ukrainiennes est beaucoup plus faible qu'en Pologne alors que les populations sont comparables.

### 3.2 La balance des paiements.

#### 3.2.1 Une balance des paiements déficitaire.

Pour compléter ces difficultés financières, la balance ukrainienne des paiements est déficitaire<sup>18</sup>. Le gouvernement semble incapable de maîtriser les importations, liées de manière importante à la consommation énergétique ainsi qu'aux biens de consommations qui eux sont en nette augmentation. Elle reste largement dépendante des pays de l'ex-URSS, aussi bien au niveau des importations que des exportations. Cette double dépendance économique et politique, pèse sur la marge de manœuvre du gouvernement.

En effet, les importations restent, chaque année, supérieures aux exportations. La CEI joue un rôle important puisqu'elle est à l'origine des deux tiers des importations et de plus de la moitié des exportations. Mais vers la Russie, les exportations ukrainiennes sont sujettes aux décisions unilatérales de Moscou, qui fixe parfois des quotas susceptibles de mettre à genoux une filière tout entière comme celle du sucre par exemple. Cependant, les exportations extra CEI restent supérieures aux importations extra CEI. Le coût de la main d'œuvre permet à l'Ukraine de soustraire dans de nombreux domaines. Cependant, ce déficit commercial est en partie compensé par l'excédent traditionnel des services. Les droits de transit rapportent ainsi quatre milliards d'US\$. Ainsi le déficit de la balance des paiements reste stable et varie de 3,2 Mds US\$ à 1,7 Mds US\$. Mais des observateurs occidentaux soupçonnent que les chiffres du commerce extérieur sont gonflés par des prélèvements illégaux sur le gaz en transit. Cela aurait pour conséquence de diviser par deux le déficit commercial.

#### 3.2.2 Des échanges non-quantifiables.

Cependant, il est à noter que les commerces « en navette » entre l'Ukraine, la Turquie et le Moyen Orient via des réseaux ou par des particuliers sont

difficilement quantifiable. De même, les provinces orientales de l'Ukraine bénéficient d'une zone de libre-échange avec les régions russes limitrophes. Les accords sont le plus souvent signés au niveau des administrations locales et sont rarement explicités. Ils permettent ainsi à des entreprises ukrainiennes de réintégrer les chaînes logistiques de la période soviétique.

### 3.2.3 Des investissements insuffisants.

Ce déficit courant n'est qu'en partie couvert par les investissements directs étrangers qui stagnent à un niveau jugé insuffisant. Il est de 581 millions d'US\$. L'Ukraine a actuellement besoin d'attirer des capitaux de portefeuille de nature volatile pour financer ce déséquilibre externe.

### 3.2.4 Un début d'amélioration.

Depuis 1998, la balance commerciale se redresse légèrement. La dépréciation de la hryvna et la suppression depuis le 1 février 1997 de la TVA imposée à la frontière russe favorise les exportations. Les importations quant à elle bénéficient de la baisse du prix de l'énergie. Ainsi la hausse des intérêts servis sur la dette est compensée et le déficit courant se stabilise. La principale raison de ce déficit est la dépendance énergétique de l'Ukraine. En effet, elle doit importer la moitié de son énergie. 37,5 % des importations ukrainiennes consistent en des achats de gaz et de pétrole à la Russie.

### 3.2.5 L'endettement.

Pour y faire face et comme ses exportations restent plus faibles, le gouvernement n'a d'autres solutions que d'emprunter. Ainsi l'endettement de l'Ukraine augmente au fil des ans pour passer de 7,17 Md\$ en 1994 à 11,5 Md\$ en 1998<sup>19</sup> tout comme la dette énergétique vis-à-vis des entreprises principalement russes. Ainsi la situation financière ukrainienne reste précaire, et subit aussi les contre coûts de la situation russe. La crise russe de 1998 a provoqué une dévaluation

---

<sup>18</sup> Cf. annexe 3.

<sup>19</sup> Cf. annexe 5.

de 40 % de la hryvna, dévaluation qui reste, certes moins élevée que celle de la monnaie russe à la même époque!

### 3.3 La crise fiscale.

Le déficit public ukrainien bien que préoccupant n'est qu'un problème partiel comparé à celui de la chute des recettes directes et indirectes. Le système fiscal a fait l'objet d'une réforme importante en 1997. Elle demeure néanmoins incomplète et surtout ne garantit pas la collecte fiscale. Le gouvernement ukrainien cherche à se doter d'un arsenal répressif efficace pour lutter contre ce fléau. A l'été 1998 il a ainsi mis en place des « stages » pour les directeurs d'entreprises, afin de leur rappeler leurs devoirs. La conséquence directe de cette chute de recette est d'entraîner la puissance publique dans une pratique de non-paiement aussi bien des salaires des fonctionnaires que des retraites ou des entreprises. Cependant, la crise russe a montré que ce non-paiement avait un effet d'accélérateur sur les absences de rentrées fiscales. Cela oblige l'Ukraine à financer son déficit à l'aide de bons du trésor à taux très élevés, dont le pourcentage détenu par des non-résidents a pu atteindre 50 % en 1997 avant de baisser à 16 % en 1998. Le gouvernement a dû ainsi emprunter 2,2 Md\$ auprès du FMI et 800 M\$ auprès de la banque mondiale en 1998. Le principal espoir de financement pour le gouvernement ukrainien reste la privatisation de son économie. Cependant, le contexte international et surtout les faiblesses de l'économie ukrainienne tempère cet optimisme gouvernemental. Ainsi le montant des privatisations en 1998 n'était que le cinquième de celui attendu!

### 3.4 Un budget déficitaire.

Depuis son indépendance, le gouvernement ukrainien doit faire face à un budget déficitaire<sup>20</sup>. Mais, trois semaines avant la fin du siècle, le parlement ukrainien a adopté un budget sans déficit et équilibré. Si l'adoption ne signifie pas qu'il sera respecté et atteint, le gouvernement montre cependant, quelques signes d'optimisme.

---

<sup>20</sup> Cf. annexe 5.

### 3.5 Le chômage.

Si on regarde les chiffres de ces dernières années, le taux de chômage en Ukraine est très bas et pourrait laisser rêveur de nombreux pays occidentaux, Etats-Unis compris. Il est passé de 0,3 % en 1992 à 5,0 % en 1999<sup>21</sup>. Mais ce chiffre devient anormalement bas si on le compare à celui du PIB qui lui a connu des baisses à deux chiffres sur la même période, en particulier sur la période 1991 à 1996<sup>22</sup>. Cela s'explique de deux manières. Tout comme en Russie les allocations chômages sont très faibles et nécessitent bien souvent des démarches administratives nombreuses et complexes ainsi que des déplacements souvent coûteux! Ensuite la majorité des infrastructures sociales est gérée par les entreprises qui répugnent à licencier des travailleurs qui seraient alors privés de leurs salaires mais aussi de leurs logements et de divers services comme les allocations sociales, l'allocation médicale, les retraites et pensions. Cela s'explique par le fait que le secteur public employait 60 % de la population en 1997. Le taux de non-emploi est donc plus proche de 20-25 % que de 4 %. C'est donc un problème social important en Ukraine. En effet, la privatisation des entreprises imposera la gestion complète des chômeurs par les services gouvernementaux. Aucune entreprise privée n'acceptera en effet de payer les anciens ouvriers de la société qui ne travaillent plus, à la suite d'une restructuration de l'entreprise.

### 3.6 L'inflation.

#### 3.6.1 Une crise importante entre 1992 et 1994.

Comme tout pays en cours de réforme, l'inflation atteint des pourcentages élevés. Le taux annuel était de 80 % en 1996 avant de se stabiliser à 25 % en 1997. L'Ukraine a ainsi réussi à sortir de la zone de très haute inflation dans laquelle elle était plongée dans les années 1992 et 1994. Le taux sur ces trois années était respectivement de 1210 %, 5 371 % et 891 %<sup>23</sup>. Cet effondrement de l'économie est principalement dû aux tentatives effectuées par le gouvernement visant à poursuivre l'application de politiques économiques fondées sur la

---

<sup>21</sup> cf. annexe 3

<sup>22</sup> cf. annexe 3

planification centralisée dans un pays devenu indépendant. L'économie a ainsi vacillé au bord de l'hyperinflation. Des pénuries de marchandises ont fait leurs apparitions dans les magasins. Les consommateurs se sont livrés à des achats compulsifs dictés par la panique. Le pays a souffert de coupures d'électricité. Aussi il faut reconnaître que le chemin parcouru en quelques années est gigantesque.

### 3.6.2 Une politique macro-économique adaptée.

Cette amélioration de la situation a été obtenue grâce à une politique macro-économique plus proche des marchés, à une contraction brutale des dépenses publiques et à une politique de la rigueur de la Banque Centrale, malgré de fortes pressions contre son gouverneur monsieur Victor Iouchenko. Il a mis en place une réduction drastique de l'émission de monnaie et a su renforcer la position de la banque centrale et son indépendance grâce à l'ambiguïté du cadre législatif.

### 3.6.3 Une réforme monétaire réussie.

En 1996, le gouvernement a aussi mis en place une réforme monétaire simple consistant à changer de monnaie. Ainsi le « karbonavets » a laissé sa place au « hryvna » dans un taux de 100 000 pour 1. Cette réforme s'est soldée par un succès. Le déficit public est ainsi passé de 25,4 % du PIB en 1992 à 5,6 % en 1997 après avoir atteint le seuil de 3,2 % en 1996. La baisse régulière des taux d'intérêt, qui s'élèvent à 22,8 % pour les bons à trois mois et à 2 % pour les taux commerciaux en termes réels, montre que la stabilisation devient plus crédible. Les conditions d'une reprise d'une croissance sont donc progressivement réunies sur le plan macro-économique, mais demande une réforme budgétaire d'envergure. Cependant, comme je l'ai déjà évoqué, le phénomène massif d'impayés est loin d'être résolu en particulier par le gouvernement. Ce problème risque donc d'avoir des répercussions importantes dans l'avenir sur l'équilibre économique du pays.

## 3.7 Conclusion.

En effet, le ministère de l'économie prévoit des anticipations à la hausse du PIB, de 3,5 à 5 %, pour l'année 2001. Même en 2000 l'Ukraine indépendante

---

<sup>23</sup> Cf. annexe n°5

devrait connaître sa première année de croissance économique. En effet, le PIB a connu une très forte augmentation cette année par rapport à l'année 1999. Dès janvier, l'augmentation s'élevait à 5,4 % par rapport à la même période de l'année précédente, puis en octobre, elle fut de 6,1 % et en novembre de 8 % en comparaison avec les mêmes périodes de l'année 1999.<sup>24</sup>

#### 4 Des réformes nécessaires.

##### 4.1 Des réformes structurelles.

###### 4.1.1 Un cadre institutionnel insuffisant.

Le cadre institutionnel de l'activité économique reste insuffisant. L'environnement légal et réglementaire paralyse certain point et reste lacunaire sur d'autres. Rien ne facilite la création d'entreprises ou la discipline des marchés. Comme en Russie, l'Ukraine s'est d'abord préoccupée de la seule stabilisation de ses indicateurs macro-économiques.

###### 4.1.1.1 Des tracasseries administratives improductives!

Le président et le gouvernement ont déclaré que le principal objectif de leur politique économique reste la création d'un environnement encourageant pour le développement de l'entreprise privée. Or les complications et les tracasseries administratives sont encore légion. L'exemple du remboursement de la TVA pour les entreprises le prouve. Ainsi pour se faire rembourser une TVA supérieure à 10 000 UAH, une entreprise doit attendre que l'ensemble des justificatifs comptables comme les factures, soient auditées et comparées avec les documents du partenaire commercial par un inspecteur d'un service local des impôts. Et après l'entreprise doit encore attendre qu'un service des impôts plus élevé dans la hiérarchie approuve le remboursement.

---

<sup>24</sup> Conférence du CERI, sur les pays de l'est. Janvier 2001. Paris

#### 4.1.1.2 Une adaptation nécessaire de la législation.

Cependant, l'Ukraine a mis en place un Conseil National pour l'adaptation de la législation ukrainienne à la législation de l'UE. Les normes occidentales sont en effet intransposables en l'état en Ukraine. Il est donc nécessaire d'opérer une réforme en profondeur. Cette réforme ainsi que les réformes internes sont devenues la priorité de la politique ukrainienne vis-à-vis de l'UE. Ainsi les règlements applicables à la faillite sont relativement inefficaces et demeurent rarement appliqués que ce soit par les banques ou par les entreprises. Ce sont généralement les services fiscaux qui lancent la procédure en cas d'impayés d'impôts. Ainsi les équipes de direction restent souvent en place rendant plus difficile la sortie de la faillite. Fin 1997, le total des impayés interentreprises a dépassé 100 % du PIB.

L'Ukraine a ainsi pour objectif de former au plus vite les spécialistes en particulier en droit ou en langue capable de travailler sur la législation. Il est en effet nécessaire de transformer 40 000 actes normatifs. Ainsi quatre domaines doivent être complètement réformés, il s'agit de l'agriculture, de l'écologie du secteur bancaire et de celui des investissements. Ainsi Monsieur L. Koutchma<sup>25</sup> a signé le décret sur l'intégration de l'Ukraine dans l'UE d'ici 2007.

#### 4.1.2 La difficile transformation de l'économie ukrainienne.

L'Ukraine a dû affronter un double challenge à savoir celui de transformer son économie en une économie de marché et surtout de développer un ensemble économique qui avant l'indépendance de 1991 était totalement intégré à l'économie soviétique. Ces deux tâches déjà complexes prises séparément, a créé une incertitude importante pour les acteurs. Or le gouvernement n'a pas pris soin de définir clairement une stratégie économique, trop préoccupé qu'il était, à contrôler les différents capteurs macro-économiques, source d'aides de la part de la communauté internationale. Ainsi aujourd'hui l'Ukraine paye encore son absence de décisions claires au lendemain de son indépendance. De plus son économie reste

---

<sup>25</sup> Monsieur Léonid Koutchma, président de la république d'Ukraine. Il succède à Monsieur Léonid Kravtchouk en septembre 1994 avec 56 % des voix. Il est réélu en décembre 1999.

fortement liée à celle de la Russie de la Biélorussie et du Kazakhstan en particulier pour la transformation des produits agricoles ou dans la filière métal.

#### 4.1.2.1 Des réformes structurelles en retard.

Les réformes structurelles de l'économie ukrainienne sont ainsi très en retard de celles des autres pays soviétiques y compris de la Russie. Or ces réformes sont considérées comme des points de départ nécessaire par les organisations internationales. Ainsi peu de grands secteurs industriels ont été ouverts aux capitaux étrangers. L'ensemble des législations économiques en particulier fiscales reste très décourageant pour les investisseurs étrangers. Cependant, après plusieurs annonces de changement en particulier en 1996 et 1997 restés bien souvent sans suite, le gouvernement a lancé la privatisation des chantiers navals en 1997.

#### 4.1.3 Les privatisations.

La réforme structurelle dans l'industrie est liée avant tout à la privatisation. Trois formes de privatisation ont été employées dans les années 1995 – 1996.

##### 4.1.3.1 La privatisation massive.

La privatisation massive a concerné la vente de 8 000 entreprises aux enchères en utilisant des certificats de privatisation et d'indemnisation. Ainsi dès 1996, 3 250 entreprises étaient privatisées et ce nombre atteignait 8 300 moyennes et grandes entreprises en 1997. Mais le retour des communistes au parlement a bloqué ce processus en 1997, 5 125 sociétés étant déclarées stratégiques sur les 6 500 en vente! Mais selon le FMI, 85 % du capital a été repris par l'équipe dirigeante qui bénéficiait d'un droit de préemption ou par le personnel.

##### 4.1.3.2 La privatisation avec contrepartie pécuniaire.

La privatisation avec contrepartie pécuniaire n'a été lancée qu'en 1998 et les trois premiers mois ont vu la vente de 271 entreprises dont 48 de grande taille, ainsi que 12 sociétés liées à la distribution d'électricité. Ces revenus ont permis à l'Etat de tenir ses objectifs budgétaires en 1998.

#### 4.1.3.3 Les privatisations des petites entreprises.

Les privatisations de 90 % des 42 000 petites entreprises se sont faites par le biais d'enchères publiques ou par des transferts au personnel. Ainsi l'Etat a bénéficié de 200 millions UAH de revenus mensuels depuis 1996. Cela a constitué la source principale des recettes budgétaires tirées de la privatisation.

#### 4.1.3.4 Une population exposée.

Cependant, force est de constater que les privatisations ont eu un très faible impact sur la qualité de gestion des entreprises, les anciennes équipes restant trop souvent en place. Elles ne se sont pas aussi simples qu'en France. En effet, la violente contraction des dépenses publiques a laissé une population très exposée. Ainsi dans le domaine social, les entreprises, qui étaient publiques, se sont substituées à l'action publique aussi bien dans le domaine de la protection sociale que dans celui de l'entretien des infrastructures. Ainsi les privatisations sont socialement et politiquement difficiles. Mais ces actions des entreprises sur le terrain rendent difficiles la réforme fiscale. En effet, cette dernière vise à améliorer les perceptions des recettes par le pouvoir central au détriment des acteurs locaux, alors que ces derniers sont très actifs sur le terrain.

#### 4.1.3.5 Des réalités sous-estimées.

De même beaucoup de réformes structurelles ont sous-estimé le poids de certaines réalités. En effet, aujourd'hui l'opposition accuse de « vendre l'Ukraine » à la Russie<sup>26</sup>. Malgré les protestations de Premier ministre, le combinat d'aluminium de Zaporizha (Zalk), serait passé sous contrôle russe sous la pression de président lui-même. Ainsi de grands groupes russes prennent des participations dans l'industrie ukrainienne. L'usine d'alumine de Mykolayiv est passée aussi sous contrôle russe. La réussite de ces réformes passe par une cohérence et un réalisme fort des projets. Ainsi la réforme du marché bancaire qui a permis l'arrivée de nouvelles banques a permis de commencer la normalisation de ce secteur et à contribuer ainsi à diminuer

---

<sup>26</sup> Magazine « L'Express ». N°2594 semaine du 22 au 28 mars 2001. « Kiev : sale temps pour le pouvoir ». Sylvaine Pasquier.

la part des mauvaises dettes! Mais les banques russes pénètrent aussi ce marché risquant d'ajouter à la dépendance commerciale une dépendance financière.

#### 4.1.4 Le marché bancaire.

##### 4.1.4.1 Une crise de liquidité.

Comme dans la majorité des pays qui souhaitent adhérer à l'UE, l'Ukraine ne dispose pas de systèmes bancaires capables de financer l'investissement. De plus, l'épargne intérieure est insuffisante et les 70 % de capitaux dont disposent les banques sont d'origine étrangère.

Or pour réussir à se développer les économies des anciens soviétiques ont besoin de liquidité. La crise russe a provoqué un retrait massif de capitaux et donc un manque de liquidité. Le marché interbancaire reste pratiquement inexistant et chaque dévaluation de la monnaie se traduit par une perte de capital pour les banques, car il est souvent exprimé en euros ou en dollars. Les banques ukrainiennes sont en situation difficiles. Elles connaissent des problèmes récurrents de trésorerie, de capitaux insuffisants et de dettes délicates.

##### 4.1.4.2 Une recapitalisation nécessaire.

Mais la restructuration du secteur bancaire passera par une recapitalisation de certains établissements ainsi que par l'adoption de règles claires et prudentes pour ce secteur. Cette réforme sera difficile à mettre en œuvre par l'état. Son autorité est limitée dans ce secteur et le coût d'une réforme sera important. L'inexistence d'un système de crédit simple et fiable, pénalise les investissements et donc la production tout en encourageant le troc et le recours au monopole sources principales de la crise fiscale. Cette chaîne d'impayés auquel l'Etat participe malgré lui, ainsi que certaines créances douteuses, gênent la lisibilité des acteurs économiques étrangers et donc leurs investissements. L'économie ukrainienne est donc dans une spirale infernale et seule la volonté du gouvernement lui permettra d'en sortir! Il est à noter que les taux d'intérêt demeurent très élevés ce qui laisse présager d'une défiance importante vis à vis du système bancaire.

#### 4.1.4.3 Une politique de change réussie.

La politique de change a été utilisée dans la lutte contre l'inflation en ancrant au marché international de façon modérée le taux. Cette politique a eu un succès à court terme. Mais, il convient de noter que l'usage du troc reste important et l'utilisation d'autres devises comme monnaie (rouble, dollar) ne doit pas être négligée. Ainsi le rouble joue un rôle important en particulier dans l'est du pays, y compris pour les transactions officielles.

Ainsi la politique de stabilisation ukrainienne atteint ses limites quand on descend au niveau régional. Les asymétries existent, mais sont très difficiles à évaluer de manière précise. De plus, ces différences se superposent à la composition de la population, ce qui explique la prudence du gouvernement souvent mal comprise par les occidentaux. La viabilité de la stabilisation n'est pas encore assurée et elle s'appuiera obligatoirement sur une reprise de la croissance.

#### 4.2 Des réformes conjoncturelles.

##### 4.2.1 Des investissements internationaux insuffisants.

L'attrait du marché ukrainien pour les capitaux étrangers est lié uniquement à des affirmations politiques et aux engagements du gouvernement. Quant aux investissements étrangers, ils sont beaucoup plus faibles que ceux qui sont espérés par le gouvernement, en particulier dans l'industrie automobile ou la production de biens de consommation.

L'investissement public et privé, de production ou d'infrastructure ne cesse de baisser, passant de 17 % à 11 % entre 1995 et 1997, et ce pour un PIB lui-même en baisse. Cette faiblesse entraîne une baisse de compétitivité et d'équipement des entreprises.

##### 4.2.2 Des aides financières importantes.

La Banque Européenne a octroyé en 2000 à l'Ukraine un crédit de 215 millions de dollars pour l'achèvement des deux blocs énergétiques des centrales de Rivne et de Khmelnytsky. Ce crédit a été obtenu par l'Ukraine en échange de la

fermeture définitive de la centrale de Tchernobyl. En effet, cette aide était prévue dans le Mémorandum de 1995, selon lequel l'Occident s'engageait à aider l'Ukraine sur une période de 5 ans pour la construction de deux nouvelles centrales en échange de la fermeture définitive du site de Tchernobyl. L'aide totale s'élève ainsi à 1272 millions de dollars et se répartit entre la Russie (124), la BERD (215), les agences occidentales d'exportations (348) et l'UE. Ainsi l'Ambassadeur de l'Union Européenne en Ukraine et Monsieur S. Ermilov, ministre ukrainien aux ressources en combustibles et électricité ont signé un accord en 2000 portant sur un crédit de 25 millions d'euros en 2001 pour acheter du combustible pour ces centrales principalement du charbon. Le montant triennal s'élève à 65 millions d'euros.

La Banque Mondiale a décidé de continuer son soutien financier interrompu en 1999 en investissant 70 millions de dollars pour la restructuration du secteur minier. La restructuration du secteur financier pourrait bénéficier d'une aide de 100 millions de dollars de la part de la banque mondiale. Ce dossier n'est pour l'instant qu'au stade de l'étude.

#### 4.2.3 De nouveaux partenaires économiques.

##### 4.2.3.1 La Russie et la CEI des partenaires incontournables.

En 1996, la CEI et les Pays Baltes représentaient 59,70 % des exportations et 65,50 % des importations de l'Ukraine<sup>27</sup>. La Russie, à elle seule, représente 46,5 % des exportations et 45,6 % des importations. L'Economie ukrainienne est ainsi liée aux économies de ces pays, qui ne sont pas tous des modèles de stabilité économique. Ainsi la crise russe de 1998 s'est répercutée rapidement en Ukraine, le marché russe, principal partenaire commercial s'étant en effet réduit. La baisse du rouble qui a été supérieure à celle de la hryvna, a diminué du même coup la compétitivité des sociétés ukrainiennes à l'exportation. Mais les années d'indépendance montrent que le marché ukrainien se contracte plus vite avec les partenaires non-CEI en cas de crise. En effet, les sociétés occidentales peuvent se passer des échanges avec l'Ukraine et préfèrent limiter les risques de non-paiement des contrats. En cas de croissance du marché, il se développe plus vite avec les

---

<sup>27</sup> Cf. annexe n°4.

partenaires CEI qu'avec les autres. La raison est la même, les sociétés non-CEI souhaitant retrouver une certaine confiance avant de recommencer leurs échanges, elles commencent par observer la reprise et la mesurer avant de revenir en Ukraine. L'intensité du commerce avec la CEI est ainsi sept à dix fois plus important qu'avec les autres pays. L'économie ukrainienne est donc semblable à celle de la CEI tout en étant plus fragile à cause de cette dépendance.

Les facteurs économiques représentent un stimulant puissant pour le développement des relations de l'Ukraine avec les pays qui souhaitent intégrer l'UE au début de ce siècle. La république tchèque (revenu par habitant égal à 55 % de la moyenne européenne), la Hongrie (37 %), la Slovénie (59 %), et la Pologne (31 %) ont tout intérêt à développer une coopération économique avec l'Ukraine qui demeure pour ces pays un marché accessible et relativement peu concurrentiel. Si ces pays rejoignent l'UE cette coopération économique permettra à terme à l'Ukraine d'intégrer à son tour l'UE.

Ainsi les relations avec la Pologne, dont les échanges depuis l'indépendance de l'Ukraine se situaient plutôt dans l'ouest du pays, semblent se développer très rapidement depuis quelques années et les rencontres bilatérales de haut niveau ne se comptent plus. Les exportations vers la Pologne ont ainsi augmenté de 151 % et les importations de 128 %.

#### 4.2.3.2 Des partenaires hors CEI trop frileux.

Hors CEI, l'Allemagne est très active, confirme sa place de premier partenaire occidental du pays. Les Etats-Unis qui ont une vision très géopolitique du pays<sup>28</sup>, le situe comme le 3<sup>ème</sup> récipiendaire de l'aide américaine avec un montant de 225 millions de dollars. Cent vingt sociétés sont déjà installées en Ukraine et investissent chaque année plusieurs centaines de millions de dollars.

La Chine devient un acteur important pour les débouchés des métaux ukrainiens ferreux et non ferreux, car la neutralité du pays est très appréciée. Elle

---

<sup>28</sup> En ce qui concerne l'Ukraine, Madeleine Albright estime qu'elle est « la clé de la construction de la sécurité et d'indivisibilité de l'Europe ». Déclaration faite à l'Ecole de recherche internationales de l'Université John Hopkins de Washington.

pourrait ainsi s'équiper en technologies aéronautiques ou d'armement. Elle exporte aussi vers l'Iran, mais là elle entre en concurrence directe avec la Russie qui considère ce pays comme un marché réservé.

Cependant, pour faire face à la crise de 1998, la banque centrale d'Ukraine a mis en place plusieurs mesures de contrôle des changes et interdit depuis le mois de septembre 1999 le prépaiement. Ne pouvant pas toujours trouver de solutions de financement, plusieurs sociétés internationales ont préféré restreindre leurs exportations vers l'Ukraine.

#### 4.2.3.3 La France.

La France reste le huitième fournisseur de l'Ukraine avec 2 % du marché, mais pourrait considérablement améliorer ses positions. Ainsi nos ventes en Ukraine en 2000 s'élèvent à 1873 millions de francs et progressent de 1 % en un an, tandis que nos achats augmentent de 28 % pour atteindre 1009 millions de francs<sup>29</sup>.

Nos biens d'équipement se vendent bien et continuent de progresser : 210 MF de machines et d'appareils mécaniques (+ 6 %), 218 MF de matériel électronique, téléphonique et professionnel (+113 %), 36 MF de voitures (+ 26 %), 88 MF de camions (- 17 %), 57 % d'alcool (+105 %) destiné principalement à la fabrication du brandy local et 38 MF d'arômes.

Nos achats se concentrent sur des produits à faible valeur ajoutée au premier rang desquels le tournesol (251 MF, + 46 %) malgré le fait que le gouvernement l'a soumis à une interdiction de sortie du territoire. Puis viennent les produits pétroliers (85 MF, + 185 %), les produits de la chimie de base (136 MF, -14 %), le textile habillement (274 MF, + 16 %) qui est principalement de la sous-traitance puisque nos exportations de tissus s'élèvent à 140 MF.

---

<sup>29</sup> Source : service économique de l'Ambassade de France en Ukraine.

### 4.3 L'avenir : quelle trajectoire post-soviétique pour l'Ukraine ?

#### 4.3.1 L'échec d'une convergence rapide avec l'UE.

Les nombreux problèmes abordés montrent que la question fondamentale concernant l'Ukraine reste le choix de la trajectoire post-communiste! Les experts internationaux avaient cru que la privatisation, l'ouverture au commerce international et les tutelles des organisations internationales conduiraient à une convergence avec l'Europe occidentale. Les plus optimistes espéraient une intégration similaire à celle qu'ont connu les états européens du sud (Espagne, Portugal, Grèce) lors des années 1970. Cependant, l'évolution des anciens membres de l'empire soviétique montre que les trajectoires seront différentes. Les écarts se sont creusés entre les nouveaux pays indépendants alors que l'URSS s'était attachée à les réduire. De même, les experts qui avaient souhaité détacher l'Ukraine de la Russie pour la rapprocher des pays d'Europe Centrale ont mal analysé les facteurs.

#### 4.3.2 Une évolution réelle.

Mais il faut reconnaître que l'Ukraine a beaucoup évolué depuis son indépendance. Le Premier ministre Viktor Youchtchenko souhaite que ces réformes s'accélèrent suivant cinq axes<sup>30</sup> : réforme des fonctions du gouvernement afin de lutter contre la corruption, assainissement radical des finances, création des conditions normatives de gestion, règlement de la dette extérieure et enfin abaissement de la pression fiscale par l'accroissement du PIB.

Certes, les réformes structurelles connaissent un certain retard, mais les transformations économiques et sociales effectuées prouvent que le pays est en train de s'engager sur une voie peu différente de celle prise par la Russie à savoir une trajectoire néo-corporatiste!

#### 4.3.3 Des cartels très présents.

Cette trajectoire se caractérise par le rôle dominant de la grande entreprise, qui est souvent intégrée dans un cartel comprenant des institutions

---

<sup>30</sup> Source Bulletin d'information de l'Ambassade d'Ukraine n°1, janvier 2000.

financières, commerciales et sociales. Cela a deux conséquences principales qui sont d'une part la diminution de la sphère sous la responsabilité de l'Etat et d'autre part l'élévation des coûts de transactions pour les sociétés. Ainsi les activités économiques sont affectées par des éléments extérieurs à la logique du marché comme les rentes politiques et territoriales, des contraintes non monétaires sur les acteurs... L'internalisation par ces grandes entreprises des fonctions sociales, dès la période soviétique et depuis pour faire face aux lacunes de l'Etat, entraîne une dépendance accrue des individus vis-à-vis de ces organisations. Les limites entre privé et public, économique et politique deviennent flou! Les phénomènes de collusion et d'usage de positions dominantes cessent d'être des accidents deviennent la norme même du système.

Cette trajectoire provient de la combinaison de plusieurs facteurs. Ces derniers sont soit d'ordre économique et proviennent de la politique de stabilisation ou de la rupture des chaînes logistiques, soit d'ordre politique avec les incertitudes sur les règles et les institutions propres à toutes périodes de transition soit d'ordre public avec la contraction de la sphère publique. Cependant, ces phénomènes n'ont pas été uniformes au sein du pays, mais sont devenus généraux.

#### 4.3.4 Un système mafieux?

Le néo-corporatisme apparaît souvent comme un système mafieux. Le Financial Times a publié une information selon laquelle l'ancien Premier ministre P. Lazarenko, possède des informations sur des transferts de centaines de millions de dollars provenant des crédits du FMI, par des personnes de l'entourage du président ukrainien. L'existence d'une criminalité organisée, d'un Etat payant mal ses fonctionnaires ne doivent pas cacher la nature systémique du problème. Le néo-corporatisme n'est pas toujours criminel. Il correspond à une trajectoire viable à moyen terme qui permet de sortir du système soviétique en empruntant un certain nombre de traits.

Ainsi certains problèmes atypiques pour les occidentaux comme la faible part du chômage, les relations entre les directions d'entreprises et les employés, les liens entre les élites politiques et économiques, s'expliquent simplement. La dé

monétarisation des économies et les formes prises par l'organisation des flux traduisent la progression de ce néo-corporatisme.

#### 4.3.5 Une dépendance délicate vis à vis de la Russie.

Cependant, l'Ukraine présente une faiblesse certaine sur le plan économique face à la Russie avec sa dépendance énergétique qui est en partie compensée par les phénomènes d'intégration transfrontalières.

Cependant, afin de normaliser les relations russo-ukrainiennes, le Premier ministre ukrainien Viktor Youchtchenko<sup>31</sup> et le chef du gouvernement russe M Kassianov ont signé « un mémorandum gazier ». Ce document fixe les mécanismes entre les deux pays pour les échanges de gaz, et permet ainsi à l'Ukraine de restructurer sa dette pour le gaz consommé, mais non payé. Il fixe aussi les livraisons pour l'année 2001, ainsi que l'établissement d'un quota de réserve permettant ainsi à Kiev d'augmenter sa consommation.

## 5 Conclusion.

Comme le rappelle le titre de l'hymne national « l'Ukraine n'est pas encore morte! »<sup>32</sup>. Les nombreuses possibilités d'introduire une réforme de fond de l'économie qui se sont présentées ces dernières années n'ont pas été saisies, même si des changements considérables et irréversibles ont été amorcés vers une économie de marché. Il est cependant essentiel de trouver, pour progresser, une voie passant par des compromis entre toutes les forces politiques en présence et reflétant la volonté du peuple.

Le gouvernement ukrainien doit donc trouver un juste équilibre dans les réformes économiques entre celles qui sont structurelles et celles qui sont conjoncturelles. Ainsi l'émergence d'effets secondaires des réformes de stabilisation de l'économie, rend difficile la réussite de ces réformes! L'Ukraine n'est pas

---

<sup>31</sup> Monsieur Viktor Youchtchenko est Premier ministre de puis décembre 1999.

<sup>32</sup> Les Paroles ont été composées par le poète ukrainien Pavlo Tchoubynsky. Il a été publié pour la première fois en 1863 et la même année, le compositeur Mykhalo Verbytsky en a créé la musique.

épargnée non plus, par des opérations douteuses, que la puissance publique ne peut pas déceler et qui altèrent l'image de cette réforme économique.

Est-il réaliste et crédible de passer d'une norme de comportement à un système comme l'état de droit européen. Il existe d'autres alternatives à l'intégration dans l'UE pour l'Ukraine. Il serait possible pour l'UE de faire fonctionner une union de paiement entre la CEI et l'Ukraine garantie en partie par l'UE. La monnaie utilisée pourrait être l'euro. Cette union pourrait se développer en garantissant qu'aucun pays ne pourra capturer le système de paiement à son unique avantage, comme le prouve la théorie des jeux. Tout comme la Russie l'Ukraine ne fait pas aujourd'hui partie de la logique d'intégration au sein de l'UE au sens strict du terme. Il n'en demeure pas moins qu'ils sont des membres potentiels de l'UE au sens large et qu'il est donc indispensable de travailler en commun. Il est aujourd'hui nécessaire de rechercher quelque chose d'intermédiaire entre l'intégration et le rejet définitif de ces deux pays.

Il ne fait aucun doute que la politique de certains pays occidentaux en général et des Etats-Unis en particulier, a cherché à rapprocher l'Ukraine de ses partenaires d'Europe Centrale et à distendre les liens avec la Russie. Cette politique a bien sûr recueilli des échos favorables dans une partie de la population. Mais le réalisme d'une telle politique est loin d'être prouvé. En effet l'Ukraine demeure vulnérable à de nombreuses mesures, même limitées par la Russie. La trajectoire économique choisie par l'Ukraine qui reste parallèle à celle russe augmente cette vulnérabilité.

Ainsi l'établissement d'une zone commerciale régionale à laquelle participeraient la Russie et l'Ukraine, permettrait de trouver un équilibre entre ces deux pays et les aiderait à sortir au plus vite des situations économiques dans lesquelles ils se trouvent. Au-delà, la combinaison de graves tensions sociales et économiques inégalement réparties sur un territoire qui n'est pas politiquement et ethniquement homogène constitue un risque dont il convient de prendre la mesure. Il vaudrait mieux reconnaître que le destin des deux pays est lié et s'interroger sur les formes institutionnelles permettant de gérer au mieux ce lien, plutôt que de pousser,

inconsciemment ou non, à la roue d'une crise dont on n'a pas maîtrisé toutes les conséquences.

## Bibliographie.

Transitions géopolitiques sur le continent européen. Mutations dans l'isthme mer Baltique – Mer Noire. Ouvrage rédigé sous la direction de Michel Foucher. Editions la Fondation pour les Etudes de Défense.

Ukraine. Direction des relations économiques extérieures. Service d'expansion économique. Poste de Kiev.

Les études du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales. Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale. 1999, 1998, 1997.

Situation économique en Russie et en Ukraine. Rapport du 8 janvier 1999. Doc. 8294. Conseil de l'Europe.

Ukraine, une société bloquée. Edouard Pflimlin. Le monde diplomatique. Mai 1998.

Actualités économiques. Ambassade d'Ukraine. N° 1 à 10 année 2000.

Energy policies, Agence Internationale de l'Energie, OCDE, 1996.

Politics and the Time

Institut ukrainien des relations internationales.

Ambassade d'Ukraine.

Internet :

[www.mfa.gou.ua](http://www.mfa.gou.ua)

[www.europa.eu.int](http://www.europa.eu.int)

[www.dree.org](http://www.dree.org)

[www.cfee.fr](http://www.cfee.fr)

[www.coe.kiev.ua](http://www.coe.kiev.ua)

[www.public.ua.net](http://www.public.ua.net)

[www.geoscopie.com](http://www.geoscopie.com)

[www.niss.gov.ua](http://www.niss.gov.ua)

[www.creaweb.fr](http://www.creaweb.fr)

[www.colisee.org](http://www.colisee.org)

[www.stratfor.com](http://www.stratfor.com)

[www.bnd.pl](http://www.bnd.pl)

[www.msz.pl](http://www.msz.pl)

## 6 ANNEXE N° 1

### production végétales (en millions de tonnes)

	<b>céréales</b>	<b>dont blé</b>	<b>orge</b>	<b>seigle</b>	<b>maïs</b>	<b>tournesol</b>
<b>1990</b>	44,86	24,46	9,23	1,28	7,34	2,48
<b>1998</b>	26,47		5,39	1,13	2,3	2,27
<b>1999</b>	24,4	12,6	5,7	1,15	1,7	2,75

### productions animales (en millions de tonnes)

	<b>viande bovine</b>	<b>viande porcine</b>	<b>lait</b>	<b>volailles</b>
<b>1990</b>	3,234	2,067	18,483	0,944
<b>1998</b>	1,361	0,929	13,8	0,27
<b>1999</b>	0,86	0,707	13,4	0,225

Sources: ministère des statistiques et de l'économie

7 ANNEXE N° 2

Energies produites par secteurs

	<b>Charbon</b>	<b>Pétrole</b>	<b>Gaz</b>	<b>Hydro élec</b>	<b>Nucléaire</b>	<b>Autres</b>
	Mt	Mt	Mrd m3	Mrd KWh	Mrd KWh	Mt
1985	151,6	5,8	42,9	10,7	53,3	3,8
1992	105,4	4,5	20,9	8,1	73,8	3,7
1995	65,6	4	18,1	10,1	70,5	3,9

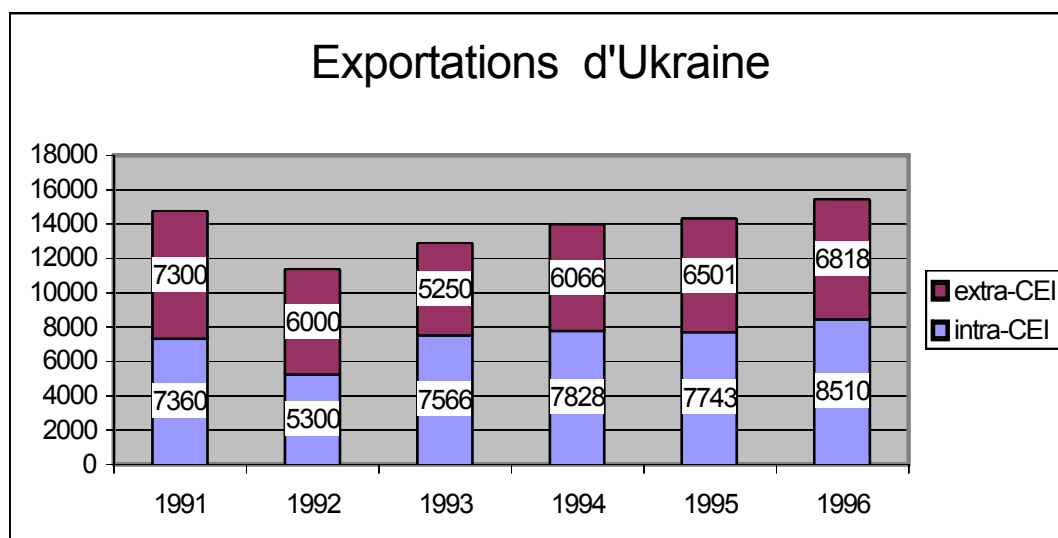
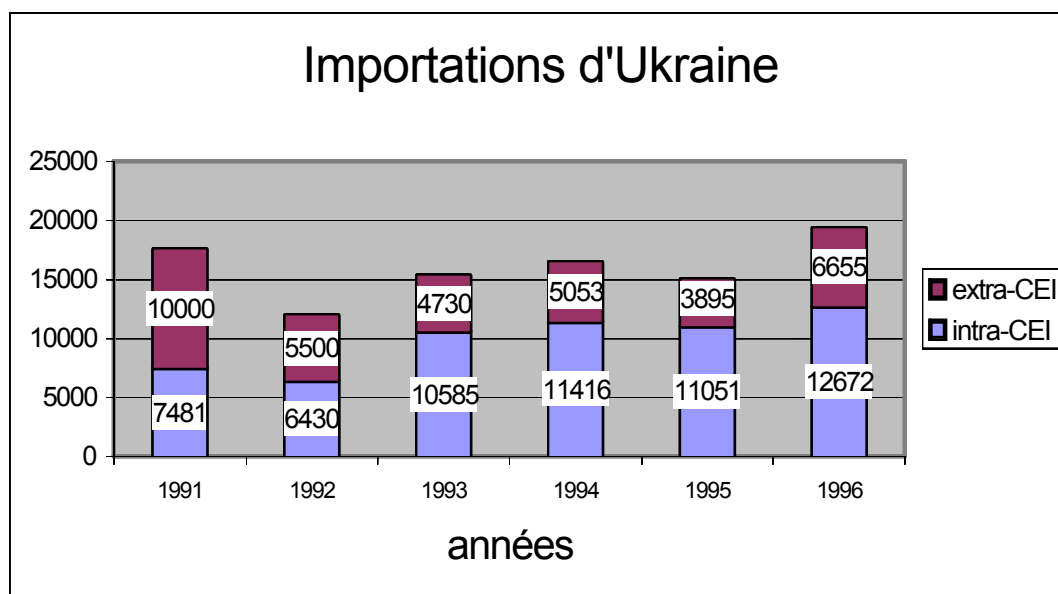
ces: ministère des statistiques et de l'économie

Parts des différents secteurs dans la production énergétique (en %)

	<b>Charbon</b>	<b>Pétrole</b>	<b>Gaz</b>	<b>Hydro élec</b>	<b>Nucléaire</b>	<b>Autres</b>
1985	57,8	4,3	26,3	1,8	9,1	0,7
1992	53,5	5	19,4	2,1	19,1	1
1996	43	5,9	22,2	3,4	24	1,4

des statistiques et de l'économie

## 8 ANNEXE N° 3



		1991	1992	1993	1994	1995	1996
Importations	intra-CEI	7481	6430	10585	11416	11051	12672
	extra-CEI	10000	5500	4730	5053	3895	6655
Exportations	intra-CEI	7360	5300	7566	7828	7743	8510
	extra-CEI	7300	6000	5250	6066	6501	6818

Sources ministère des statistiques et de l'économie.

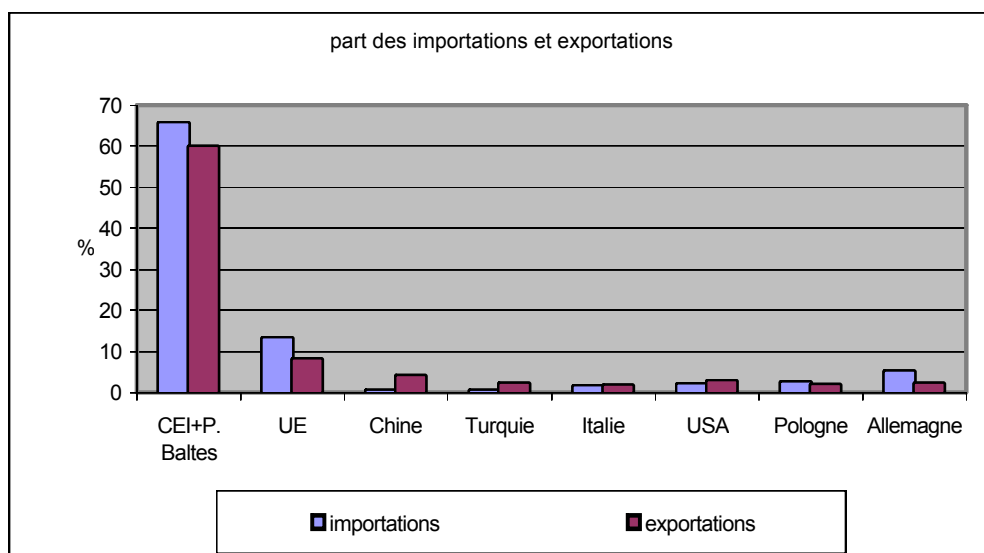
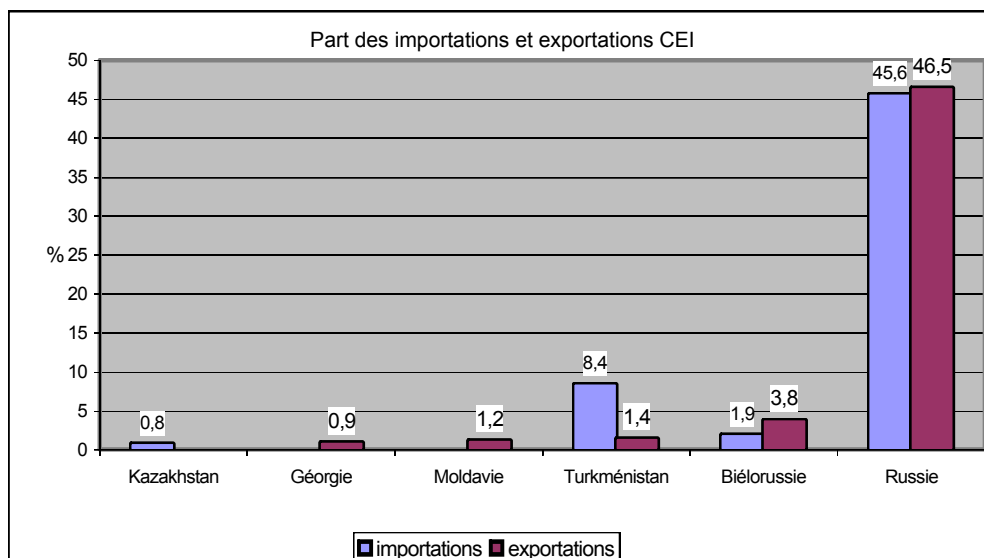
## 9 ANNEXE N°4

part des importations et exportations en 1996 en %

	Kazakhstan	Géorgie	Moldavie	turkménista	Biélorussie	Russie
importations	0,8			8,4	1,9	45,6
exportations		0,9	1,2	1,4	3,8	46,5

	CEI+P. Baltes	UE	Chine	Turquie	Italie	USA	Pologne	Allemagne
importations	65,5	13,2	0,4	0,5	1,6	2	2,5	5,2
exportations	59,7	8,2	4	2,1	1,7	2,79	1,8	2,1

Sources ministère des statistiques d'Ukraine et de l'économie



## 10 ANNEXE N° 5

### Principaux indicateurs économiques

évaluation annuelle des principaux agrégats (en %)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PIB	-11,6	-13,7	-14,2	-22,9	-12,2	-10	-3,2	-1,7	-2
production industrielle	-4,8	-6,4	-8	-27,3	-11,7	-5,1	-1,8	-1,5	-1
Production agricole	-13,2	-8,3	1,5	-16,5	-3,6	-9,5	-1,9	-8,3	0
vente au détail	-9,7	-18	-35	-13,6	-13,9	-5,1	2,2	-4	x
prix à la consommation	91,2	1210	5371	891	377	80	15,9	10,6	25
salaire réel moyen	19	-31,7	-54,7	-9	10,1	-5,1	-2,3	-3	X
solde des administrations publiques (en % d	X	-25,4	-16,2	-9,1	-4,4	-3,2	-5,6	-2,5	-2
taux de chômage (en % de la population act	X	0,3	0,4	0,4	0,5	1,3	2,3	3,7	5

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Exportations (en % par rapport année précé	-5,2	27,8	9,7	-1,2	-11,2	-8
Importations (en % par rapport année précé	-15,2	44,1	13,7	-2,7	-14,3	-12
Balance commerciale (Md \$)	X	-2,36	-3,2	-2,9	-2,04	-1,3
Réserves en devises de la banque centrale	0,68	1,17	2,04	2,38	0,95	1,2
Dettes extérieures brutes (Md\$)	7,17	8,22	8,84	9,56	11,48	X

Sources WIIW

Année 1998: estimation Année 1999: prévision